



HAL
open science

Entretiens dans la Cité ou comment la parole se politise-t-elle ?

Sophie Duchesne, Florence Haegel

► **To cite this version:**

Sophie Duchesne, Florence Haegel. Entretiens dans la Cité ou comment la parole se politise-t-elle ?. EspacesTemps.net, 2001, 76-77, pp.95-109. hal-01016953v1

HAL Id: hal-01016953

<https://shs.hal.science/hal-01016953v1>

Submitted on 8 Jul 2013 (v1), last revised 26 Jun 2017 (v3)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entretiens dans la Cité ou comment la parole se politise-t-elle ?
Sur la diversité des ressources et des modalités de la montée en conflit

Sophie Duchesne et Florence Haegel

Version finale avant travail de l'éditeur du texte paru dans « Repérages du politique »,
EspacesTemps Les Cahiers, n°76/77, automne 2001, p. 95-109.

En science politique, la notion de politisation recouvre des processus divers et s'applique à différents objets¹. Le terme est ainsi couramment utilisé pour désigner l'entrée d'une question dans le champ politique et sa prise en charge par les instances politiques : on parle de la politisation d'un problème quand celui-ci s'inscrit sur l'agenda politique, ce qui conduit à étudier le cheminement de la question et sa constitution en enjeu politique². Dans un sens voisin, on peut aussi utiliser l'expression à propos d'une mobilisation collective, quand les acteurs d'un mouvement s'adressent aux instances politiques. Mais le terme peut également être mis à profit à propos non plus des processus ou des groupes, mais des acteurs. La politisation désigne alors un accroissement de la « densité politique »³ des opinions et des comportements individuels. Ce mécanisme de montée en puissance de la dimension politique peut être saisi à partir de la trajectoire de socialisation des individus, en privilégiant une approche temporelle : la politisation est entendue alors comme le fruit de l'apprentissage du politique. Il peut également être appréhendé selon les contextes de sa production, en privilégiant une entrée par les situations.

Dans cette perspective – et c'est ainsi que nous tenterons de la définir et de la saisir dans cet article –, la politisation est considérée comme un processus qui affecte – ou non – les situations de communications. Potentiellement, toute conversation peut prendre un tour politique et fournir l'occasion d'un échange d'arguments généraux et plus ou moins conflictuels entre les protagonistes, débordant le récit anecdotique des uns et des autres sur des gens ou des choses ; mais c'est loin d'être toujours le cas. Les paramètres qui permettent d'expliquer pourquoi un échange évolue ainsi, autrement dit – et nous reviendrons sur le bien fondé de cette acception de la

¹ Pour une présentation des significations accordées au terme de politisation, voir par exemple le *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 1994.

² Voir par exemple, Patrick Lehingue, « Représentation et relégation : le « social » dans les débats politiques locaux », in D. Gaxie *et al.*, *Le « social » transfiguré. Sur la représentation politique des préoccupations sociales*, Paris, PUF, 1990.

³ Cette expression est utilisée par Jean Leca dans son article sur « le repérage du politique », *Projet*, n°71, janvier 1973, p.11-24

politisation -, de comprendre pourquoi une parole se politise ou non, sont divers. Ils incluent bien sûr les propriétés des acteurs, considérant que certains sont plus susceptibles que d'autres de donner un tour politique à une discussion. Mais entendue ainsi, la politisation n'est pas la simple conséquence des attributs individuels des acteurs ; elle dépend beaucoup plus largement des situations dans lesquelles elle peut survenir.

L'objectif de cet article est donc d'amorcer une réflexion sur les mécanismes de politisation de la parole individuelle, et de la nourrir de façon empirique. Quand peut-on qualifier des propos de politiques ? Comment une parole se politise-t-elle ? Quels sont les facteurs qui favorisent ou entravent ce processus ? Ces interrogations sont centrales dans la recherche que nous menons⁴ et dont cet article ne constitue qu'une étape. Justifier la pertinence de ces questions amène à relever les enjeux normatifs de toute réflexion sur les phénomènes de politisation, mais également à mettre à jour le poids des différentes conceptions de la politisation dans certaines controverses scientifiques; il conduit enfin à souligner l'intérêt empirique de la question du repérage du politique.

Sur le plan normatif, rappelons sans nous y étendre combien le fonctionnement démocratique est dépendant de l'attitude des citoyens à l'égard de la politique ou, plus largement, de la chose publique. Leur propension à adopter un point de vue sur les choses qui dépasse leur simple intérêt et leur capacité à prendre en considération le point de vue d'autrui constituent sinon les « vertus »⁵ cardinales de ce système politique, indispensable à la délibération, du moins un type d'attitude très recherchée, qui constitue un objectif récurrent des programmes d'éducation civique. D'ailleurs, dans l'imaginaire démocratique, la discussion politique a souvent été considérée comme un élément nécessaire au fonctionnement de la démocratie : l'Agora reste la référence mythique d'une pratique démocratique idéale. Ce mythe réapparaît à la fois dans l'image des clubs Jacobins, de la foule révolutionnaire prenant la parole contre la monarchie, et dans l'attachement aux conversations politiques quotidiennes, celles qui surviennent (ou dont on suppose qu'elles surviennent, sans en avoir beaucoup d'autres traces que littéraires) au café, sur les marchés, dans les familles. Dans les travaux scientifique, et notamment

⁴ Cette recherche a d'abord été élaborée dans le cadre d'un séminaire que nous animions en 3^{ème} année d'enseignement de l'IEP de Paris. Elle s'est enrichie du travail collectif engagé à l'intérieur d'un groupe sur « La parole politique comme pratique démocratique » constitué dans le cadre du projet majeur du CEVIPOF. Nous remercions les étudiants des trois années d'enseignement et surtout tous les membres du groupe de travail sur la parole politique : Céline Braconnier, Camille Hamidi, Sophie Maurer, Vanessa Scherrer, sans oublier Pierre Lefébure et Géraldine Bozec.

⁵ Pour reprendre les termes de Montesquieu.

empiriques, la discussion politique a souvent constitué un indicateur essentiel des attitudes démocratiques⁶.

Par ailleurs, dans une logique plus étroitement disciplinaire, il nous semble important de bien cerner les points de désaccord entre sociologues du politique sur les critères de politisation d'une parole : en effet, nombre de controverses propres à la science politique se fondent sur des conceptions différentes des critères de politisation. Il en est ainsi du débat sur la compétence politique. A la suite des travaux américains⁷ qui, dans les années soixante, ont mis en lumière, preuves quantitatives à l'appui, le manque de maîtrise par les citoyens américains des catégories proprement politiques, des auteurs français ont promu la notion de compétence au rang de premier principe explicatif des comportements politiques. Constatant le manque de connaissance des individus en la matière, leurs erreurs de raisonnement au regard des logiques dominantes, mais aussi le sentiment qu'ils ont de leur incapacité à parler politique, les travaux de Daniel Gaxie⁸ se fondent sur l'incompétence politique d'une part importante des citoyens pour dénoncer l'illusion égalitaire de la théorie démocratique. Or ces analyses reposent sur une définition explicite, et étroite, de la compétence politique : la capacité de manier les catégories et les modes de raisonnement politiques et, donc, la détention d'un savoir spécialisé. Plus concrètement, pour être considéré comme compétent, il faudrait connaître les partis et les personnalités qui les incarnent, savoir les classer et les associer à des mesures politiques ou à des positions idéologiques conformément à l'ordre qui prévaut sur la scène électorale. Effectivement, avec une telle définition, on ne peut que constater l'absence de politisation d'une part importante des citoyens ; mais cette acception du politique et de la politisation des opinions, si elle a le mérite de dénoncer la prétention démocratique à l'égalité des citoyens, risque parfois la tautologie. Car si le politique est un savoir spécialisé, comment s'étonner qu'il échappe largement aux non-spécialistes ? En bref, comme toute définition reposant sur l'ordre légitime, cette analyse « risque toujours, par son intégrisme énonciatif, de conduire au *légitimisme* qui, en forme extrême du *misérabilisme*, n'a

⁶ Voir l'ouvrage classique de Gabriel Almond et Sidney Verba, *The civic culture : political attitudes and democracy in five nations*, Newbury Park, Calif. , 1989 (réed. 1963), ainsi que les travaux de Robert D. Putnam et notamment *Bowling Alone, The Collapse and Revival of American Community*, Simon and Schuster, 2000. Aussi, dans un genre plus anthropologique, Laurens Wylie, *Un Village du Vaucluse*, Paris, Gallimard, 1968.

⁷ Parmi lesquels les travaux de Philipp Converse font toujours référence, en particulier , « The Nature of Belief System in Mass Publics », in D Apter ed . *Ideology and Discontent*, New York, Free Press, 1964. Pour une présentation des controverses américaines, voir Loïc Blondiaux, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, 46(5), octobre 1996, pp.753-791.

⁸ Daniel Gaxie, *Le cens caché*, Paris, Seuil, 1978, mais aussi du même auteur « Le vote désinvesti », *Politix*,

plus qu'à décompter d'un air navré toutes les différences comme autant de manques, toutes les altérités comme autant de moindre-être – que ce soit sur le ton du récitatif élitiste ou sur celui du paternalisme »⁹. A la suite de Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, nous pensons que « les jeux à somme nulle »¹⁰ n'existent pas en matière de stratégie de recherche et qu'il faut, pour étudier les productions symboliques, tenter de faire la place à deux types de description et d'interprétation ; celle qui met en avant les effets de domination et celle qui part à la recherche des phénomènes de résistance ou d'autonomie. Dans le cas de l'étude des rapports à la politique, cette exigence conduit à poser la question en ces termes : la détention de ce savoir spécialisé est-elle l'unique critère de politisation ? Mais pour qui répond par la négative et considère que le maniement des catégories politiques spécialisées n'épuise pas toutes les formes de politisation, il reste à expliciter les autres critères et à établir la nature du lien entre le savoir politique et une capacité à politiser qui en est (relativement) indépendante.

Une troisième raison, de type empirique cette fois, justifie notre projet. Lors d'une enquête sur le rapport au politique des habitants de la cité des 4000 en banlieue parisienne¹¹, nous nous sommes trouvées confrontées à la nécessaire explicitation de ce que, dans les entretiens recueillis, nous pouvions considérer comme politique. Dans cette cité, à la veille de l'élection présidentielle de 1995, nous avons interrogé une soixantaine d'habitants. Ceux-ci avaient été choisis pour leur diversité : les uns possédaient la nationalité française, les autres étaient étrangers ; les uns habitaient depuis longtemps dans la cité, les autres pouvaient être considérés comme des nouveaux résidents ; enfin les uns « s'en sortaient bien », soit parce qu'ils étaient étudiants soit parce qu'ils avaient un emploi, alors que les autres se trouvaient dans des situations économiques difficiles (jeunes « galériens » ou personnes devant compter sur l'aide publique pour vivre)¹². Fallait-il en rester à l'éclatante

⁹ Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1989, p.36-37.

¹⁰ « Ce que perd un principe de description ne se mesure finalement qu'à ce que l'autre réussit à décrire. La sociologie des cultures populaires n'est pas un « jeu à somme nulle » où les bilans globaux s'équilibreraient, puisque chacune des deux stratégies de description ne peut encaisser son gain sans consentir à apercevoir sa perte, qui n'est comptabilisée que par le gain descriptif de la stratégie alternative », *id.*, p.21.

¹¹ Cette enquête, réalisée en 1995 et 96, a été faite en commun par un groupe de chercheurs du Cévipof comprenant également François Platone et Henri Rey, avec la collaboration d'Imane Hayef et Jean Ranger.

¹² S'agissant de la présentation de l'enquête et des analyses qu'elle a déjà suscitées, nous renvoyons aux publications suivantes : Sophie Duchesne, Florence Haegel, François Platone, Henri Rey, « Diversité des attitudes politiques dans une cité de banlieue », in *En marge de la ville. Ces quartiers dont on parle*, Paris, Editions de l'Aube, Paris, 1997, pp.77-109. Florence Haegel, Henri Rey, « Autour du vote aux '4000' », in Nonna Mayer, *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp.201-221.

Sophie Duchesne, Florence Haegel, « Individualisation et identification en situation de communication : la fonction symbolique des pronoms dans les entretiens recueillis aux 4000 », in Catherine Neveu, *Espace public et engagement politique*, Paris, L'Harmattan, 1999 et Sophie Duchesne, Florence Haegel, « Identification

dévalorisation du politique affichée – ici comme ailleurs- de prime abord par les interviewés, ou fallait-il se forger des outils permettant d'aller plus loin dans l'analyse ? Nous nous sommes engagées dans la seconde direction, sans chercher à aller vers une définition du politique - dont on sait qu'elle joue plus le rôle d'arme dans les combats académiques que d'outil scientifique¹³ - mais en élaborant des critères de repérage du politique destinées à nous fournir davantage d'acuité dans l'analyse des entretiens.

1. « Détecter » la politisation¹⁴ : élaboration d'une grille d'analyse

Dans la perspective d'une élaboration de critères de politisation, on peut confronter deux tentatives, assez différentes, de définition du politique : celles de Jean Leca et de William Gamson. Jean Leca, dans un texte maintes fois cité dans ce numéro, propose des critères de repérage du politique. Selon lui, « (Le politique) naît du fait qu'une société a besoin de vivre avec ses conflits en imposant à leur déroulement une limitation tirée de la nécessité d'assurer la cohésion sociale. D'autre part la fonction politique apparaît dès qu'une solution est imposée (ou risque de l'être) de l'extérieur du groupe en conflit, par le recours à un principe d'arbitrage tiré des valeurs centrales dites valeurs "de cohésion" (ce que les juristes appellent les principes de légitimité) »¹⁵. L'optique est d'inspiration fonctionnaliste (le repérage se fait par la fonction) et systémique (le politique naît de la nécessaire régulation sociale du conflit). De cette tentative, on peut retenir que politique intervient quand le conflit est exprimé et que la recherche d'un arbitrage est engagée.

William Gamson, dans son ouvrage *Talking Politics*¹⁶, se trouve également confronté à la nécessaire mise à plat de critères permettant d'évaluer quand et comment les participants aux groupes de discussion qu'il a réunis parlent politique. Sa conception du politique participe d'une tradition américaine¹⁷ qui puise dans la définition aristotélicienne (et que l'on retrouve en France dans les travaux de

territoriale dans les quartiers de logements sociaux », *communication au colloque de l'EURA* (European Urban Research Association), Paris, octobre 1999. Florence Haegel, « L'expression xénophobe dans une cité de banlieue : le modèle de l'hospitalité dévoyé », in Florence Haegel, Henri Rey, Yves Sintomer, *La xénophobie en banlieue. Effets et expressions*, Paris, L'Harmattan, 2000.

¹³ Voir sur ces questions, l'article de Bernard Voutat dans ce numéro.

¹⁴ Comme le dit N.Eliasoph dans le texte de ce numéro, la présence du politique au quotidien « est trop faible pour être détectée par les radars » et nécessite donc des outils très précis pour être repérée. C'est ce que nous avons tenté de mettre au point.

¹⁵ Jean Leca, *art.cit.*, p.

¹⁶ William Gamson, *Talking Politics*, Cambridge, C.U.P., 1992.

¹⁷ Que l'on retrouve, par exemple, dans l'ouvrage de Nina Eliasoph, *Avoiding Politic. How Americans produce apathy in everyday life*, Cambridge, C.U.P., 1998.

Jacques Rancière¹⁸). Elle met au centre de la définition du politique le sentiment d'injustice. Toute l'effort de repérage du politique engagé par Gamson repose sur le triangle que constituent l'expression d'un sentiment d'injustice (références à des condamnations morales explicites révélant une forte densité émotionnelle et désignation des sources et des responsables de cette injustice), le sentiment de pouvoir agir sur la situation et l'identification collective (référence à un « nous » qui s'opposerait à des « ils », coupables, responsables ou impuissants).

Les différences entre ces deux conceptions du politique tiennent peut-être aux contextes culturels, voire aux conjonctures intellectuelles dans lesquelles ont été menés ses travaux, mais peut-être encore davantage aux objectifs scientifiques des deux auteurs. Ainsi la conception de la politisation que privilégie Gamson semble fortement marquée par l'intérêt qu'il porte aux processus de mobilisation collective. A travers la question de la parole politique, il cherche d'abord à saisir la construction d'une conscience collective considérée comme l'élément déterminant du « potentiel » de mobilisation ; d'où l'attention qu'il porte aux « hot cognitions », ces opinions à forte densité émotionnelle qui peuvent justifier un engagement pour une cause. A l'inverse, la perspective de Leca est sans doute marquée par l'intérêt pour l'action publique et l'Etat dont témoigne son œuvre.

Les critères que nous avons tenté de mettre à plat témoignent de la dette que nous avons à l'égard de ces deux auteurs. A la suite de Jean Leca, nous plaçons au cœur du processus de politisation la notion de conflit : c'est bien parce qu'il y a des différences entre les groupes, multiples, sécants, qui forment une société, que ces différences sont perçues comme telles et non neutralisées par le contrôle social, et qu'il faut leur trouver une solution pacifique pour préserver l'existence commune que le politique existe. En même temps, on sait que la notion de conflit est porteuse d'une représentation du politique plutôt orientée à gauche, ne serait qu'à cause de l'incarnation de l'idéologie de gauche que représente la lutte des classes¹⁹. Traditionnellement, l'idéologie de droite s'articule plus autour de la notion d'ordre que celle de conflit : mais l'ordre social implique généralement la notion de hiérarchie, laquelle procède d'une reconnaissance de différences entre les groupes, au même titre que la lutte ou le conflit.

¹⁸ Jacques Rancière, *La mésentente*, Paris, Galilée, 1995.

¹⁹ Les travaux de Guy Michelat et Michel Simon, qu'ils soient qualitatifs ou quantitatifs ont mis en lumière que le refus de la politique relevait d'une des principales dimensions de l'univers idéologique du catholicisme et de la droite, voir en particulier Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques- Editions sociales, 1977, en particulier pp. 26 et suivantes. Mais sans doute les choses ont-elles changé, du fait de l'évolution des clivages sociaux et politiques, et des transformations idéologiques qui les accompagnent.

C'est pourquoi, pour repérer le politique à droite comme à gauche, il nous a semblé nécessaire de substituer la notion de clivage à celle de conflit. Et nous proposons de concevoir la politisation de la parole comme *le passage vers une situation de communication caractérisée par le fait qu'un au moins des interlocuteurs prend position sur un clivage, c'est-à-dire sur une opposition qui les dépasse au sens où elle ne se limite pas à ce qu'ils sont personnellement (l'un pour l'autre)*. Ce passage suppose deux conditions : une certaine généralisation des propos (autrement dit, le dépassement du récit anecdotique), et la référence à un système d'opposition. Dès lors que ces conditions sont remplies, à un moment quelconque de la discussion, nous considérons que l'on a affaire à un processus de politisation.

Afin de mettre à plat les critères de politisation mobilisés dans la lecture et l'interprétation des entretiens, nous avons élaboré une grille de « repérage » du politique, qui a pour vocation d'aider à l'interprétation de toute parole, quelles que soient ses conditions de recueil. Cette grille n'est rien d'autre qu'un outil. Les critères qu'elle énumère doivent fonctionner comme des révélateurs de la politisation : notre pari est qu'en les confrontant avec le matériau, il deviendra plus facile de saisir les mécanismes de politisation. Mais ces critères ne forment pas une échelle, ils ne dessinent pas un ordre chronologique supposé du processus de politisation de la discussion. Plus précisément, nous faisons l'hypothèse que l'agencement en échelle s'applique sans doute aux trois premiers critères : on pourrait alors les considérer comme des niveaux.

Grille de repérage du politique

- récit anecdotique
- la montée en généralité
- reconnaissance d'un clivage
- prise de position dans le clivage : passage à une situation politisée
- naturalisation du clivage
- désignation d'un responsable
- identification à un des groupes impliqués
- demande d'arbitrage
- foi dans la capacité d'agir du groupe de référence
- foi dans sa propre capacité d'agir individuellement
- (- lien avec des acteurs politiques intervenus sur ce clivage)

Au-delà, la densité politique des propos peut – ou non - s'enrichir de différentes manières, suivant la façon dont sont évoqués les éléments constitutifs du conflit qui

fait l'objet de la discussion. Ici encore il nous paraît indispensable de tenir compte des modalités distinctes de traitement des clivages portées par les systèmes idéologiques de gauche et de droite, même s'il est clair que nous n'attendons en aucun cas que les acteurs n'empruntent qu'aux unes ou aux autres des modalités envisagées. Une autre façon de le dire est que nous faisons l'hypothèse, passé les premiers niveaux qui conduisent au stade de la discussion politisée, que toutes les combinaisons de critères sont possibles, même si certaines devraient être plus fréquentes que d'autres. Aux systèmes idéologiques de gauche, nous empruntons tous les éléments mis en lumière par William Gamson : désignation des responsables de la différence de traitement des groupes, identification au groupe victime, foi dans la capacité de ce groupe de réagir. Dans les cultures de droite, nous trouvons une certaine tendance à la naturalisation du clivage, ou si celui-ci est par trop défavorable, une demande d'arbitrage ou un espoir mis dans les stratégies individuelles de compensation du handicap qui pèse sur le groupe. Il reste enfin à voir quand et comment se fait le passage aux arguments ou la référence aux acteurs de la scène politique spécialisée²⁰.

Par hypothèse – un enjeu de l'analyse étant justement de donner les moyens de le vérifier – le lien entre processus de politisation et compétence cognitive serait tenu dans la première phase du processus de politisation, dont on vient de voir qu'elle combine généralisation du point de vue et prise de position par rapport à un clivage assumée par le locuteur : ce qui signifierait que les acteurs expriment un point de vue politisé sans avoir nécessairement recours à un savoir spécialisé. En revanche, nous faisons l'hypothèse que la dimension cognitive est plus décisive dans des modes de politisation plus poussés comme, par exemple, ceux qui impliquent la désignation de responsables ou l'appel à un arbitrage.

2. Pluralité des compétences et situation : les mécanismes de la politisation

L'établissement de critères permettant de saisir les mécanismes de politisation d'une parole n'est pour nous qu'une étape dans un projet qui a pour ambition de comparer les dispositions à politiser ou à dépolitiser des acteurs sociaux suivant les ressources dont ils disposent et les situations dans lesquelles ils s'expriment (entretiens individuels ou discussion de groupe, discussion dans la famille, au

²⁰ La question du lien entre cette acception de la politisation et l'acception que, par analogie avec les travaux de Grignon et Passeron, nous désignons comme « légitimiste » est une question essentielle, que nous ne serons vraiment en mesure d'aborder que dans une phase ultérieure de cette recherche. A titre provisoire, nous l'intégrons ici comme un critère supplémentaire, mais il va de soit que la politisation au sens institutionnel pourrait elle aussi faire l'objet de différents critères.

travail, à l'école, au café, etc.), et de cerner, au sein d'une situation donnée (on prendra pour exemple ici un entretien), les mouvements de flux et de reflux de la politisation.

L'importance que nous accordons aux situations dans lesquelles la parole se déploie et éventuellement, se politise, doit beaucoup à l'enquête réalisée dans la cité des 4000 Logements de La Courneuve. En effet, puisque la question de la politisation de la parole renvoie plus largement à l'expression de positions potentiellement conflictuelles, elle met en jeu la façon dont les protagonistes d'un échange ont les moyens d'assumer la différence éventuelle d'opinion avec leur interlocuteur. La situation d'entretien, parce qu'elle met en relation deux personnes qui ne se connaissent pas, rend difficile la politisation de l'échange, l'interviewé devant prendre sur lui risquer un point de vue conflictuel avec celui de l'enquêteur. Le conflit est une chose que les acteurs sociaux évitent généralement, surtout lorsqu'ils ne sont pas en position dominante. Or la situation d'entretien préside souvent à une inégalité dans la relation qui s'établit entre interviewer et interviewé²¹ ; en tous cas, cette inégalité est particulièrement forte, tangible, dans les entretiens recueillis dans une cité comme celle des 4000²². En l'occurrence, tout porte à croire que la représentation que les personnes interrogées, par le canal de l'INSEE, se faisaient de nous, interviewers, oscillaient entre des représentants de la Mairie, de l'aide sociale ou plus largement, de l'État. Cela rendait donc très difficile pour les interviewés, qui ne connaissaient pas les opinions de l'enquêteur à qui ils prêtaient cependant un statut susceptible de lui donner prise sur eux, de prendre position de façon trop tranchée.

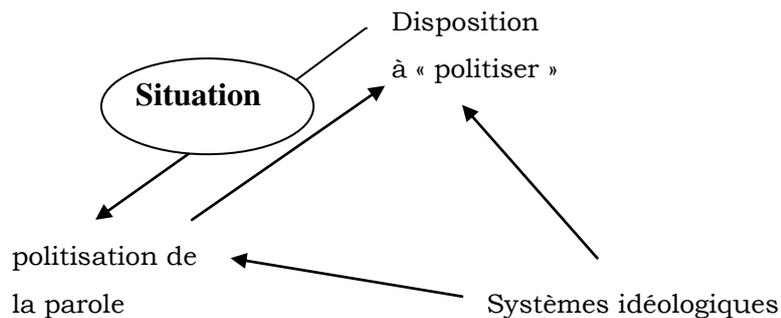
Cela dit, l'importance que nous avons donc décidé d'accorder aux effets de situation s'est trouvée confortée par l'observation que nous avons pu faire, même dans les entretiens recueillis aux 4000, du caractère non linéaire des processus de politisation et de dépolitisation au cours d'un même entretien. En analysant le processus selon lequel les conflits sont tour à tour exprimés puis tus, dans une même relation de communication, on comprend bien que la politisation, au sens où nous l'entendons, n'est pas le simple reflet des caractéristiques des locuteurs - même s'il est plus que vraisemblable de supposer que certains individus ont plus de dispositions à politiser que d'autres -, ni l'effet d'une dynamique irréversible. On

²¹ Cf. Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue : préalables épistémologiques*, Paris, Mouton, 1983 et ainsi que le chapitre « Comprendre » de *La Misère du monde*, Pierre Bourdieu ed., Paris, Le Seuil, 1993.

²² On y retrouve tous les traits de la situation d'enquête analysés par Gérard Mauger dans son article : « Enquêteur en milieu populaire », *Genèses*, 6, décembre 1991, pp.125-143.

peut saisir dans un même entretien des phases de politisation et de dépolitisation. Ces mouvements sont compréhensibles si l'on étudie en détail la dynamique de l'interaction, c'est-à-dire bien sûr les séquences de thèmes abordés, mais surtout les ressources - variables - que chaque acteur mobilise sur chacun de ces thèmes, et la transformation correspondante de l'interaction avec l'intervieweur.

Les paramètres de la politisation



Un schéma très simplifié permet de présenter les principaux paramètres qui pèsent sur le processus de politisation de la parole. La capacité d'un acteur à parler politique est fonction au moins de trois variables : sa disposition, générale, sociale à envisager les choses en termes politiques, c'est-à-dire à généraliser et à avoir consciences des clivages sociaux ; la situation dans laquelle il prend la parole ; et le système idéologique dans lequel il s'inscrit.

- La situation :

La situation, parce qu'elle joue, on l'a vu, un rôle déterminant dans la façon dont la discussion évolue, nous apparaît comme un filtre consistant, que l'on ne peut éviter d'étudier pour lui-même, entre la disposition de l'acteur à politiser et le fait qu'à un moment donné, dans une discussion, il adopte un point de vue politique. Dans cet article, nous rendrons seulement compte de nos premières tentatives de validation de notre dispositif d'analyse ; mais dans nos recherches en cours, nous nous attachons à en vérifier la pertinence sur des situations très diverses²³. L'important est d'étudier précisément les conditions plus ou moins faciles que chaque situation fixe à l'expression du conflit, et notamment le caractère plus ou moins public de la

²³ Ce qui fera des recherches impliquées par le projet « La parole politique comme pratique démocratique » cité plus haut. Céline Braconnier étudiera l'adresse épistolaire au Conseil constitutionnel ; Pierre Lefébure analysera des entretiens de groupe face à l'image télévisuelle ; Camille Hamidi, les prises de parole dans le cadre associatif ; Sophie Maurer, la politisation dans le cadre familial et scolaire ; Vanessa Scherrer restera dans le cadre d'entretien, en faisant varier le questionnement politique.

discussion, la connaissance préalable des opinions des différents protagonistes, ou encore le degré d'homogénéité politique et sociale de ces derniers.

- La disposition à politiser :

La disposition à politiser peut être considérée comme un produit de la socialisation de l'acteur, elle se manifeste par sa propension, plus ou moins consciente, à considérer les faits et les choses autrement que comme des incidents, à trouver entre les situations des liens, des points communs induits par les clivages fondamentaux qui traversent toute société. De ce point de vue, le facteur clef de la disposition individuelle à politiser serait moins la compétence cognitive - même si la connaissance des enjeux sociaux et politiques peut fournir des arguments pour identifier les grands clivages et prendre position à leur propos - que la compétence sociale, entendue comme le sentiment de légitimité à prendre position. Pierre Bourdieu et Daniel Gaxie distinguent bien ces deux facettes de la compétence : la compétence technique, qui renvoie à des processus de connaissance et se trouve garantie par les titres scolaires et la compétence statutaire « sentiment (socialement autorisé et encouragé) d'être fondé à s'occuper de politique, d'être autorisé à parler politique, d'avoir autorité pour parler politiquement des choses politiques »²⁴. Mais une fois ces deux facettes de la compétence distinguées, il les lie dans un rapport cumulatif. Pour eux, compétence technique ou cognitive et compétence statutaire ou sociale vont dans le même sens dans la mesure où elles puisent à une même et unique source : la position dans la hiérarchie sociale. A la suite d'autres auteurs, nous considérons que les systèmes sociaux sont suffisamment complexes pour ouvrir à des sources de compétence diversifiées. L'attitude par rapport à la politique ne nous semble pas la « simple retraduction » de statuts et de rôles sociaux univoques. Guy Michelat et Michel Simon²⁵ ont déjà fait la preuve de l'existence de mécanismes de compensation des handicaps en vérifiant que la prédisposition sociologique, le niveau d'implication politique et l'orientation idéologique sont des variables partiellement indépendantes. Dans la lignée de ces analyses, nous faisons l'hypothèse que la compétence cognitive et la compétence sociale ne jouent pas automatiquement dans le même sens puisqu'elles puisent à des sources variées et que dès lors, leurs effets peuvent être non seulement disjoints, mais contrariés. D'autant que la notion de compétence sociale est une notion relative et que, on le

²⁴ Pierre Bourdieu, « Questions politiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°16, septembre 1977, p. 62.

²⁵ Guy Michelat et Michel Simon, « Les « sans réponses » aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps », *L'année sociologique*, 1982, 32, pp.81-114.

verra, elle se nourrit elle-même de ressources multiples, qui peuvent être mobilisées distinctement les unes des autres.

Sur le schéma, l'existence d'une double flèche entre l'expression politique et la disposition à politiser signale que l'influence de l'une sur l'autre n'est pas univoque : le fait de parler politique forge aussi des dispositions à politiser. Jules Romain s'interroge ainsi dans *Les hommes de bonne volonté*: si les gens, lorsqu'on le leur interdit, cessent de parler politique, « cesseraient-ils pour cela d'y penser ? Un peu, sans doute ; la pensée se rouillant comme autre chose » .

- L'idéologie politique :

On l'a déjà évoqué, la parole politique individuelle s'inscrit dans des systèmes de signification socialement et historiquement constitués, en bref des idéologies. Ces métalangages politiques²⁶ qui « s'articulent sur la langue naturelle et qui surajoutent à celle-ci leurs propres règles de signification » apparentent le discours politique ou idéologique au discours mythique²⁷. Comme pour l'interprétation d'un mythe, l'analyse de la langue politique suppose que l'on dégage les codes lexicaux et syntaxiques et les systèmes d'opposition qui structurent le récit²⁸. De plus, comme on l'a déjà dit, le repérage du politique dans des faits de parole ne peut faire l'économie d'une analyse des structures idéologiques du discours, puisque que les manières de politiser ne sont pas neutres d'un point de vue idéologique.

3- La politisation de la parole dans les entretiens recueillis aux 4000 : pour une validation du dispositif d'analyse

Pour mettre à l'épreuve notre dispositif d'analyse, nous l'avons appliqué à une partie des entretiens réalisés dans la cité des 4000. L'enjeu était à la fois de vérifier si cette grille permettait de saisir des mécanismes qui avaient échappé aux précédentes lectures, de tester la pertinence des critères de politisation²⁹, enfin de vérifier les hypothèses suivantes :

- le degré de politisation est en partie indépendant de la connaissance spécialisée sur le politique,

²⁶ Voir sur ces questions Frédéric Bon, « Langage et politique, », *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1986, Tome , pp. 537-573.

²⁷ Frédéric Bon rappelle à ce propos l'intuition de Claude Lévi-Strauss : « Rien ne ressemble plus à la pensée mythique que l'idéologie politique », *Anthropologie structurale*, p.231. Cette même idée est au centre des analyses de Roland Barthes dans *Mythologies*, Paris, Seuil, 1970, voir en particulier dans cet ouvrage « Le mythe aujourd'hui », pp.191-247.

²⁸ Guy Michelat, « Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie », *Revue Française de sociologie*, 16, 1975, pp.229-247.

- la politisation est un processus qui varie largement au cours d'une discussion (et donc d'un même entretien) et qui permet d'observer des « leviers » de la politisation, les ressources, diverses, que mobilisent les acteurs et qui leur donnent la force d'assumer le conflit éventuel que leur prise de position dans un clivage peut susciter.
- au-delà d'un seuil de politisation, existent différentes configurations, celles-ci varient selon les structures idéologiques.

- Politisation et connaissances politiques

Théoriquement, on voit bien comment une parole peut être considérée comme compétente, au sens où elle manifeste le savoir politique d'un acteur (connaissance des personnalités et partis politiques, des enjeux d'actualité, etc.), sans qu'elle puisse être qualifiée de politisée, au sens « populiste » du terme, dans la mesure où la personne ne prend pas position sur les questions qu'elle évoque. Les propos s'apparentent alors à un commentaire, certes informé, mais très extérieur et peu impliquant de la politique. Notre corpus confirme empiriquement ce décalage entre compétence et politisation. Mario, étudiant portugais, en fournit l'exemple. Ses parents ont immigré durant la dictature de Salazar et il habite depuis l'âge de trois ans dans la cité. Son père travaille sur les chantiers en tant que « mineur-boiseur » et sa mère a longtemps été nourrice. Au moment de l'enquête, il préparait un DEUG de psychologie après avoir tenté d'autres filières universitaires, et sans être très assidu à la faculté. Son statut d'étudiant, les références aux lectures qu'il a fait dans Le Monde ou à son assistance à des débats organisés par les organisations étudiantes indiquent qu'il dispose d'une certaine compétence en matière politique. Il exprime d'ailleurs, durant tout l'entretien, une aisance apparente – sans doute un peu trop ostentatoire pour ne pas signaler une fragilité. En dépit de ces signes de compétence que confirment ses commentaires sur l'actualité, ses propos ne sont pas politisés, au sens où nous l'entendons ; ils ne le sont pas d'abord parce qu'il refuse explicitement de raisonner à partir de catégories politiques au motif que ces catégories sont porteuses, justement, de clivages.

« Ce que je pense de la politique, non j'allais dire que j'en pense rien, mais si j'en pense beaucoup de choses mais pas des idées politiques. Je m'en fous de savoir si vous êtes communiste, socialiste, franchement, on a l'impression que, de nos jours, vous présentez quelqu'un au lieu de regarder la personne :

²⁹ L'épreuve nous a d'ailleurs conduites à modifier substantiellement les premières formulations de cette grille : c'est une version déjà largement retravaillée que nous avons présentée ici.

Oh quoi t'es français ? t'es portugais ? t'es socialiste ? t'es communiste, t'es sagittaire ? (...) la politique, c'est pour moi encore une autre barrière...Et donc, voilà, moi je trouve que la politique : non. Bon oui, OK, il faut des règles, il faut des lois mais je veux dire la politique, on pourrait s'en passer. »

Plus largement, il est frappant de voir comment il évite, des heures durant (puisque l'entretien a été très long), de prendre position par rapport aux clivages qu'il évoque. Qu'il s'agisse de la banlieue dans laquelle il vit, des jeunes dont il raconte à plaisir les pratiques illicites, il parle toujours avec distance, le niveau de précision et de connaissance qu'il affiche à leur endroit contrastant avec l'absence totale et d'implication. Le seul jugement qu'il exprime porte sur l'incapacité de ces jeunes à résister à la loi des groupes et aux attraits de la société de consommation, qui leur fait désirer des choses auxquelles ils n'ont, s'ils se cantonnent aux activités légales, pas accès, mais il est surtout destiné à mettre en valeur sa propre distanciation, sa force mentale. Et s'il pense que les choses devraient changer, ce n'est pas au profit d'un groupe ou d'une catégorie quelconque de la population, c'est au profit de chacun et par le travail intérieur de chacun.

A l'inverse du cas de Mario, certains entretiens, comme celui de Suzanne, recèlent nombre de séquences pouvant être qualifiées de politisées alors que tout prouve l'absence de maîtrise des catégories et des logiques politiques de la part de la personne interviewée. Cette habitante de la cité ne peut pas, en effet, être considérée comme une personne compétente politiquement. Elle vit seule dans la cité avec ses quatre enfants. Au moment de l'entretien, elle touche le RMI et travaille dans le cadre d'un « Contrat-Emploi-Solidarité » comme agent d'entretien dans une maison de retraite, mais l'échéance de la fin de son contrat se profile. Comme la plupart de ceux que nous avons rencontrés, elle affiche volontiers sa distance vis-à-vis du politique : « la politique, c'est tous les mêmes », « ils font des promesses, ils promettent la lune », « les hommes politiques, c'est le portefeuille », etc. Elle a, un temps voté à gauche sous l'influence – dit-elle - de son concubin, immigré italien doté d'une forte culture politique ; aujourd'hui elle déclare vouloir donner sa voix au Front national (en se demandant si elle ne va pas finalement voter blanc), et ce même si elle pense que Mitterrand est « le seul qui ait un peu arrangé les choses ». La mémoire de ses votes passés est incertaine : elle croit avoir déjà voté Front national aux dernières élections européennes mais sa fille lui rappelle qu'elle avait, à l'époque, choisi Tapie (elle se souvient alors qu'elle trouvait qu'il avait « une belle gueule »).

En dépit de sa faible maîtrise des catégories spécialisées, Suzanne donne facilement à son entretien un ton politique. C'est à partir du clivage du genre que se noue le processus de politisation. Sur les principaux thèmes qu'elle aborde dans l'entretien, elle prend position en tant que femme, obligée de se défendre contre des hommes. Elle ne cache pas son hostilité aux immigrés, mais les principaux griefs qu'elle leur adresse sont de ne pas respecter les femmes : elle vise alors les jeunes issus de l'immigration de la cité qui les insulteraient, elle et ses filles :

« Lui (Jean-Marie Le Pen), il mettrait les choses bien. Il avait dit : « la mère de famille, elle reste au foyer, on lui donne un salaire de cinq à six mille francs et puis c'est tout. Elle a pas le droit de travailler. Il ferait expulser les quelques étrangers pour faire .. avoir de la place pour les Français qu'ils puissent avoir une bonne somme d'argent. Et moi, je trouve que ce serait très bien. Vous êtes-là, on va se promener , on se fait insulter : « Tiens, une salope, t'es une putain, t'es une sale Française, t'es une pourrie, t'es ceci, t'es cela. Pourquoi ? On n'est plus respectée ! Eh oui, quand on veut sortir avec ses propres grandes filles, par exemple, on se fait insulter. Ma fille , des fois, elle va faire des courses, les Algériens l'accostent : « Tiens, t'es une pute, t'es une ceci, t'es une cela, va te faire ceci ... »

Le père de ses enfants, avec qui elle vivait en concubinage, étant mort, elle se trouve dans une situation financière difficile puisque qu'elle n'a pas droit à sa retraite. L'évocation de cette situation suscite en elle un fort sentiment d'injustice et elle exprime à de nombreuses reprises son indignation : « un concubin aime beaucoup sa femme, du jour au lendemain il décède pour une maladie ou d'un accident quelconque, la concubine elle touche rien : 'Allez hop ! t'as pas le droit ! t'es pas mariée !' hop tout va à l'Etat. L'Etat, ils s'en foutent, ils s'en mettent plein les poches ! ». A partir de cet élément biographique se met en place un processus de politisation complexe, incluant, selon nos critères, non seulement la montée en généralité (de son expérience personnelle à celle des concubines, en général), l'identification à un groupe (celui des femmes, toujours perdantes), la désignation de responsables (pour elle, la responsabilité incombe à la fois à son concubin - inconséquent et influencé par une famille peu favorable à ce mariage- et à l'Etat), la demande d'arbitrage adressée au gouvernement et même la volonté d'agir :

« Ca devrait être reconnu le concubinage comme si on était marié. Parce que moi, quand même, j'ai vécu (elle hésite :) douze, treize ans quand même. Ca devrait être reconnu, hein. Non, ils ne veulent rien savoir. Non il faut que les femmes, elles se défendent , et puis il faut s'en sort... Moi j'estime que les

femmes qui sont en concubinage avec le même homme, ça devrait être reconnu. Et moi je veux que les femmes manifestent pour ça (...) C'est ça moi que je voudrais que les femmes elles manifestent, mais personne ne le fait. Moi j'estime, j'estime que ce but on devrait, on devrait... Le gouvernement devrait insister là-dessus »

- *Les leviers de la politisation*³⁰

L'entretien réalisé avec Souila, jeune femme d'origine algérienne illustre bien l'évolution que peut connaître une discussion en fonction des soutiens, des ressources que les acteurs en viennent à mobiliser dans l'interaction. Au moment de l'entretien, Souila vit seule avec ses enfants, qu'elle élève tant bien que mal grâce à l'argent des Assedic. Son mari, électricien, a quitté le foyer depuis près d'une année, malade du SIDA. La première partie de l'entretien raisonne de sa solitude, de sa détresse. Endettée, déprimée, elle raconte sa mise à l'écart sans révolte, sans se plaindre, bien qu'elle sache qu'elle n'est pas seule à vivre une telle situation. Même si le récit des difficultés qu'elle affronte constitue en soi une dénonciation, Souila n'accuse pas, ne revendique pas. L'entretien se poursuit difficilement, rythmé par les interventions de plus en plus fréquentes de l'enquêtrice que la réserve de Souila, et la présence de ses enfants - qui profitent de chaque silence pour intervenir - l'obligent à faire. Puis vient la question sur la politique. Souila réagit d'abord sans passion, rejetant en bloc l'univers politique. L'enquêtrice insiste :

« Q : Mais la politique sinon ça vous intéresse- (R: Du tout.). Oui. (silence) Est-ce que vous, vous suivez un peu...

- Oui ça m'arrive c'est - bon surtout que quand on a le droit de voter ça c'est quelque chose qui m'a toujours... Quand je vois mon père qui a toujours vécu ici et qui n'a jamais eu le droit de voter; on est obligé de suivre la politique justement pour donner son mot à dire parce que mes parents n'avaient pas ce mot à dire justement. Enfin c'est un peu, une revanche... Le jour où j'ai la première fois voté et que j'ai montré ma carte d'électeur à mon père, c'est vrai qu'il y a - j'ai vu dans son regard quelque chose qui l'a... qui lui a... C'était une revanche. Et puis c'est vrai qu'il faut s'y intéresser pour... En tant que fille d'immigré [on a] son mot à dire. »

Peu après, l'entretien bascule. Après avoir réaffirmé l'importance qu'elle accorde au vote, et sa volonté de se déplacer, même pour voter blanc, afin de "montrer à tout le

³⁰ Cette analyse a été menée dans un premier temps avec François Platone, un autre protagoniste de cette enquête aux 4000. Cf. S.Duchesne, F.Platone : « Dire son mot en politique : en parler ou pas », texte non publié.

monde que moi aussi j'ai mon mot à dire", Souila témoigne d'abord de l'intérêt qu'elle a eu, autrefois, pour les questions politiques, manifestant une connaissance certaine des modes de structuration du champ politique. Mais surtout, elle qui jusque là cantonnait le récit de sa misère à un évènement singulier, accuse:

« Tout ce qui se passe, en ce moment s'il y a moins de travail, si, si on nous propose que des... des petits stages pourris où il y a... Les C.E.S des choses comme ça; c'est parce que c'est... c'est tellement - L'argent est tellement mal géré que ils savent plus, ils savent plus quoi, comment l'employer (Q: Mmm). C'est tellement... de détournements de, de fonds que, ça fait des trous partout quoi. »

Souila passe ainsi d'un récit très individualisé et très fataliste à un discours de dénonciation des puissants au gré de l'évocation des périodes de sa vie. Femme reniée par sa famille, qui n'a pas pu se battre, avec son mari, contre la maladie et qui a conscience d'avoir perdu une partie de ses compétences, elle ne peut que témoigner, par la récit de sa vie, des difficultés de l'existence à laquelle elle est réduite. Mais à l'évocation de son père, qui, venu en France comme ouvrier, analphabète, a fini sa carrière à la tête de sa propre entreprise, en souvenir des années où elle et son mari réussissaient - elle a dirigé un centre culturel - elle retrouve son estime d'elle même, sa confiance dans ses capacités de jugement. Et forte de sa citoyenneté, elle dénonce le détournement du RMI, les conditions de vie dans la cité, l'incurie des gestionnaires de l'Office HLM, etc.

- *Les formes de la politisation et les structurations idéologiques*

Jusque là, nous avons examiné les mécanismes de passage à un niveau élémentaire de politisation, autrement dit ceux qui permettent de repérer qu'un processus de politisation est amorcé. Au delà de ce seuil, la densification politique de la parole peut se poursuivre en prenant en compte (ou en cumulant) différents critères formant différents types de configurations dont il faut comprendre la logique. Afin d'avancer dans l'interprétation de ces différentes manières de politiser, nous allons comparer des entretiens deux à deux .

Marcel est peintre, d'origine italienne et milite à la CGT ; Jacques est un ancien cuisinier au chômage, rapatrié, qui militait à FO. Tous deux sont politisés : Marcel l'est explicitement : syndicaliste, électeur du Parti communiste, il valorise le politique qui « dirige tout », qui « peut aussi bien vous donner le malheur que le bonheur ». Jacques est moins déterminé : gaulliste endeuillé par la perte de son grand homme et il finira par voter pour Jacques Chirac, mais son rapport au

politique ne peut se comprendre, abstraction faite de son histoire personnelle, et sans prendre en compte le fait qu'il a été licencié pour faute professionnelle alors qu'il se trouvait à son poste en état d'ébriété. Jadis « grande gueule », il est aujourd'hui moins sûr de lui et sans doute moins prompt à politiser ses propos du fait de l'atteinte que le souvenir de ce licenciement et son chômage actuel portent à l'estime qu'il a de lui. Cependant, les différences dans le processus de politisation qui caractérise chacun de ces entretiens sont moins question d'intensité ou de degré que de forme. Très clairement, la politisation s'exprime chez Marcel par des prises de position conflictuelle récurrentes : dans tous ses récits, il rend explicite et prend position dans le clivage qui oppose l'ouvrier et le patron. Cette opposition est fondatrice et se manifeste comme un face à face où l'ouvrier, voire le syndicaliste, doit s'affronter directement au patron pour faire valoir ses droits. Cette configuration escamote l'idée d'arbitrage et de stratégie individuelle, le conflit collectif traduisant un rapport de forces qui ne saurait être résolu par l'intervention d'un tiers. Ainsi non seulement l'ouvrier, pour défendre « sa qualité professionnelle », sa paye et ses conditions de travail, doit en tant que tel tenir tête au patron (« Il faut savoir vendre sa qualité professionnelle. Il faut savoir dire en face "Je veux tant. C'est à prendre ou c'est à laisser"»), mais il doit aussi parler au nom des ouvriers :

« Maintenant, si nous l'ouvrier, on commence (qu') à réfléchir comme un patron: ben c'est que ça va pas! Il faut qu'on réfléchisse comme un ouvrier. J'aimerais plutôt qu'on parle bon, "est-ce que la paye est bonne? Et les conditions de travail, ca va? et tout". Ca c'est parler de nous ».

On retrouve dans cet entretien une configuration de politisation construite autour d'une forte identification collective, la désignation d'un responsable et du sentiment de pouvoir agir directement au nom d'un collectif sur les situations. Le processus de politisation qui caractérise l'entretien de Jacques privilégie, en revanche, la recherche d'un arbitrage. Le récit que livre Jacques d'un entretien de recrutement l'illustre bien. Alors qu'il est au chômage et qu'il cherche un poste de cuisinier, Jacques est convoqué à un entretien préalable en présence du fonctionnaire de l'ANPE et d'un chef d'entreprise. Quand il demande à retrouver le salaire qu'il touchait avant qu'il ne soit licencié, la patron lui rétorque : « Mais vous voulez gagner plus que le patron ? ». Il commente cet épisode de deux manières : en renvoyant rapidement le patron à ses responsabilités (« Est-ce que c'est de ma faute moi si le patron ne sait pas établir un budget pour payer son personne ! Ou alors il

fait la cuisine lui-même ! ») mais surtout, en s'indignant de la passivité du représentant de l'ANPE :

« Et que la personne de l'ANPE qui m'avait convoqué n'ait pas répondu. Parce que c'était pas à moi de répondre (...) alors que l'interlocuteur de l'ANPE qui était là, n'a même pas pensé ou osé relever une parole, une telle parole. Ca, moi ça... c'est des choses qui me foutent en l'air. Parce que moi, je sais pas ...si j'avais été à leur place, je ne pense que ce soit un truc que j'aurais laissé passer. On dit que l'ANPE fait, l'ANPE fait ! L'ANPE fait pas grand chose ».

Son attitude vis-à-vis de l'arbitre que représente, dans cette scène, le représentant de l'ANPE est plus forte que l'expression du rapport conflictuel avec le patron. Certes, cette différence entre Jacques et Marcel pourrait être mise sur le compte de leurs situations professionnelles respectives : la difficulté de Jacques à défendre son point de vue face au chef d'entreprise, son sentiment de « remise de soi » et sa déception à l'égard de l'ANPE sont, en partie, à mettre sur le compte de la fragilité qu'engendre son statut de chômeur. Mais, on l'a dit, une politisation centrée autour de la notion d'arbitrage nous paraît plus caractéristique de l'idéologie de droite, alors qu'une politisation fondée sur la capacité d'action serait davantage associée à une idéologie de gauche. A l'appui de cette interprétation, on observe que la notion d'arbitre s'accompagne souvent – comme on pourrait le montrer dans d'autres extraits de l'entretien de Jacques – de références à l'autorité, aux institutions ou aux personnalités qui l'incarnent.

La comparaison des entretiens de Fahrid et David tendent à le confirmer. Ces deux jeunes de la cité partagent des traits en commun : âgés respectivement de 23 et 24 ans, ils ont tous deux vécus leur enfance aux « 4000 » et manifestent leur désir d'ascension sociale que viendrait, selon leur souhait, consacrer un départ en province. Politiquement, leur positionnement semble identique : ils se classent tous deux au centre-gauche et manifestent de la sympathie pour Bernard Tapie. Mais David prend davantage de distance vis-à-vis de la politique que Fahrid et son orientation actuelle apparaît plus fragile. Il anticipe même le fait que son ascension sociale pourrait le porter vers la droite : « Actuellement, il est logique que je me situe à gauche. Voyez pour moi, la gauche c'est quelque chose qui se préoccupe des gens qui ont des problèmes financiers. Alors que la droite, c'est plutôt les intérêts de ceux qui en ont (...) Bien sûr, je pourrais un jour adhérer à la droite, mais je suis pas vraiment politisé ». D'autres éléments différencient encore plus nettement ces jeunes gens : l'un est d'origine algérienne et musulman, l'autre est rapatrié d'Algérie, juif pratiquant. De plus, Fahrid vient d'être embauché dans une

grande surface comme aide-comptable, alors que David fait sa maîtrise de droit et voudrait devenir avocat.

Dans ces deux entretiens, la politisation de la parole se fait rapidement et selon des mécanismes proches. Ils prennent tous les deux position dans un double clivage à la fois générationnel et ethnique qui s'exprime, en priorité, à propos de la discrimination à l'embauche dont seraient victimes les jeunes des cités, surtout lorsqu'ils sont dotés de nom ou de physique arabes ou juifs. Dans les deux cas, cette prise de position les conduit à manifester leur désir de revanche sociale. A Fahrid qui veut fournir la preuve que « nous les maghrébins, on n'est pas bon qu'à casser » fait écho David qui veut leur « montrer qu'on n'est pas des vauriens ».

Mais si la politisation s'appuie sur le même levier, elle n'aboutit pas à des configurations identiques. La notion d'arbitrage est absente du discours de Fahrid, qui est marqué par dévalorisation du public au profit du privé qu'entretient sans doute le discours de l'entreprise qu'il vient d'intégrer. En revanche, il évoque le souhait d'une mobilisation. Plus précisément, la politisation, quand elle s'appuie sur le clivage générationnel, le conduit à faire référence à des actions collectives (il cite en exemple les manifestations contre le « SMIC-Jeunes »), mais elle débouche sur une action individuelle quand il s'agit du clivage ethnique (pour contrecarrer la discrimination à l'embauche, « il faut montrer que l'on est bon », « il faut que les maghrébins tiennent de plus en plus de commerce »).

A l'inverse, la politisation, chez David, passe d'abord par la reconnaissance de l'arbitrage qui incombe à l'Etat et aux « hommes politiques ». Il désigne explicitement l'Etat comme arbitre (« Encore un problème que l'Etat doit résoudre ») et attend même de lui qu'il montre l'exemple : « Si le politique pense au peuple, pense qu'il faut faire évoluer la société, s'il est honnête ... Le peuple va agir de la même façon. Il va se dire : « C'est vrai, on a un Etat superbe, il faut le suivre et tout, on en est fier ». Certes, David envisage une action individuelle pour changer sa situation, mais l'action se conjugue sur le mode personnel et ne met pas en jeu une identification collective (« Ils ne m'auront pas (rit) C'est moi qui les aurait. Un jour, je dirigerai la banque et je me souviendrai »). Malgré, la proximité des thèmes qu'ils évoquent, ces deux entretiens dénotent des formes de politisation différentes. En l'absence de données sur la socialisation politique de ces deux jeunes, ces différences peuvent être mises sur le compte de leur position sociale et idéologique. On peut penser que le statut d'étudiant de David et son identité juive contrarient en partie sa prise de position dans le clivage générationnel et ethnique qui alimente le processus de politisation. A la fois solidaire des autres jeunes, il exprime aussi un

sentiment de supériorité du fait des études qu'il a faites mais aussi du statut de sa famille et, en particulier, de la distinction qu'il fait entre rapatriés et immigrés (« Nous c'est de Français qui sont venus »). Ces tensions se donnent à voir dans son positionnement idéologique (en dépit de son positionnement au centre gauche il exprime le sentiment d'être « peu politisé » et anticipe le fait qu'il évoluera sans doute vers la droite) et sont confirmées par les formes prises par le processus de politisation, l'importance de la question de l'arbitrage suggérant l'empreinte d'une structure idéologique de droite.

Conclusion :

Ce texte est provisoire, à plus d'un égard. Notre stratégie de recherche, pour être complète, nécessiterait de bien articuler deux approches, complémentaires, de la politisation : l'une, qu'on pourrait, avec Passeron et Grignon, qualifier de « légitimiste » et qui considère la politisation comme l'usage d'un savoir spécialisé, et l'autre, que les mêmes auteurs désigneraient sans doute comme « populiste », qui consiste plutôt à prendre en compte l'existence de phénomènes de résistance à l'imposition d'une définition par le haut. Cette deuxième démarche suppose d'élaborer des critères qui échappent au subjectivisme, celui-ci étant par hypothèse soumis à la domination du modèle légitime. Dans notre cas, nos critères nous conduisent à mettre en avant le processus par lequel les acteurs prennent position dans des clivages qui forment la trame de l'allocation des ressources par le système politique. S'agissant des situations de parole que nous étudions, cela suppose des acteurs qu'ils prennent le risque du conflit avec leur(s) interlocuteur(s). A ce stade, nous nous sommes contentées d'évaluer la pertinence de l'outil de repérage de cette deuxième acception de la politisation, mais il reste à préciser ses modalités d'articulation avec la politisation au sens « légitimiste ».

De plus, une variable essentielle du dispositif d'analyse est, comme on l'a vu, la situation. Or nous n'avons pour l'instant testé la pertinence de l'ensemble que dans le cas d'entretiens, recueillis sur un seul terrain, qui plus est très particulier. La suite de la recherche va nous conduire à multiplier les situations. Le recours à des discussions de groupes organisées devraient favoriser la prise en compte des processus de dépolitisation dans la mesure où, contrairement aux entretiens des 4000 dans lesquels nous nous sommes attachées à une certaine neutralité, le type de direction de groupe que nous envisageons implique d'introduire dans les débats

tantôt des éléments porteurs de conflit, tantôt des éléments pacificateurs³¹. De plus, on peut faire l'hypothèse que tous les cadres d'interaction ne sont pas aussi propices à la politisation (on ne discute certainement pas politique de la même façon dans une association, en famille, à l'école, au bureau, etc.) D'où notre volonté de multiplier les terrains d'enquête.

Cela ne nous empêche pas de tirer déjà les enseignements de notre expérience. Il nous semble que les premiers cas présentés ici fournissent la preuve de la relative autonomie des deux dimensions du processus de politisation. La compétence cognitive, mesurée par la familiarité avec la scène politique et par la possession de titres scolaires, n'implique pas nécessairement la prise de position dans des clivages. Au contraire, l'observation fine des ressources mobilisées pour ces prises de position témoigne de leur diversité : elles mêlent affects, estime de soi, leur dimension sociale étant très largement l'objet de projections, à la fois vis-à-vis de l'interlocuteur mais aussi de ce que l'acteur imagine avoir été ou pouvoir être.

L'expérience nous semble également valider la pertinence de la grille d'analyse pour ce qui concerne la diversité des configurations des formes avérées de politisation. On observe bien deux matrices qui organisent les différents critères retenus : la mobilisation, qui structure les critères reconnaissance d'un responsable, identification au groupe et foi dans la capacité d'action collective, et l'arbitrage, qui organise la naturalisation des clivages, l'appel à un arbitre et l'action individuelle. L'application de cette matrice, historiquement constituée dans le rapport gauche-droite, permet d'ores et déjà d'observer des combinaisons différentes, et notamment le couple identification collective et stratégie individuelle. Une autre richesse du dispositif est de pouvoir observer le rapport entre la combinaison observée et le type de clivage évoqué : il faut ainsi pouvoir expliquer pourquoi Fahrid mobilise un modèle de mobilisation collective à propos du clivage générationnel et la combinaison identification collective - stratégie individuelle dans le cas du clivage ethnique.

A terme, qu'attendons-nous de l'utilisation multiple de notre dispositif d'analyse ? L'objectif essentiel est de mieux voir le lien politique, ses formes et ses transformations, et notamment de répondre à certaines des interrogations sur l'individuation du politique. L'observation systématique du positionnement par rapport à la multiplicité des groupes potentiels de référence d'une société donnera

³¹ La dynamique du projet nous a conduites pour l'instant à valoriser, peut-être de façon excessive, la montée en conflit des discussions. Le souci de s'interroger sur les vertus démocratiques implique aussi d'accorder de la considération aux processus de désamorçage des conflits, à la capacité des acteurs à transiger et moduler l'intensité de leur affiliations et aux ressources qu'ils mobilisent pour ce faire.

les moyens d'évaluer le rapport au collectif. En étudiant, parmi cette multiplicité de groupes potentiels, les changements dans les groupes de référence, on pourra mieux étudier les nouvelles identités politiques (comme la forte présence du clivage générationnel qui éclipse le plus souvent des clivages traditionnels, comme le clivage ouvrier, dans l'enquête réalisée à la Cité des 4000). Enfin, l'étude des configurations des critères de politisation devrait nous aider à préciser les significations qui favorisent la combinaison, plus ou moins difficile, dans les comportements politiques, du collectif et de l'individuel. En quelques sortes, notre analyse aboutirait à construire le référentiel³² des nouveaux répertoires d'action politique.

A paraître in : *EspacesTemps*, « Repérages du politique », numéro 76-77, coord. par S.Duchesne et F.Haegel, octobre 2001

³² Pour reprendre la notion élaborée par Pierre Muller. Pour une reformulation récente cf. "Vers une sociologie politique de l'action publique", *Revue française de science politique*, 2000, vol. 50, n° 2, pp. 189-207.